PROJECT MUSE®

Milieux d'affaires de l'Outre-Mer français et Grande
Dépression des années 1930

Samir Saul

French Colonial History, Volume 10, 2009, pp. 209-243 (Article)

Published by Michigan State University Press

DOI: <https://doi.org/10.1353/fch.0.0016>

➔ *For additional information about this article*

<https://muse.jhu.edu/article/266562>

Milieux d'affaires de l'Outre-Mer français et Grande Dépression des années 1930

SAMIR SAUL

Faced with the collapse of international trade and the price of commodities as a result of the Depression, the chambers of commerce of French overseas territories met on four occasions during the 1930s to air their concerns and address requests to authorities. Their congresses provide an ideal and little-known vantage point to observe the stresses and strains of the imperial economy in troubled times. Colonial interests did not necessarily coincide with those of the mother country. The tightening of protectionism in response to the economic crisis was primarily a way of relieving metropolitan interests, sometimes at the expense of overseas French producers and merchants. Two categories of demands emerge from the congresses. The first aimed to reinforce the imperial relationship in order to assist colonial exporters, while the second implicitly questioned the very foundations of an imperial economy, a surprising anticipation of post-1945 developments.

Touchés par la compression du volume du commerce mondial et l'effondrement des cours des matières premières, accompagnés de la fermeture progressive des débouchés étrangers, les milieux d'affaires ultramarins réagissent

Samir Saul (Doctorat d'État, Paris) is Associate Professor of French History at the Université de Montréal. He specializes in the international relations of France since the latter part of the nineteenth century, with a focus on the economic angle. His research and publications concentrate on France's relations with the Middle East and Africa. He is the author of *La France et l'Égypte de 1882 à 1914: Intérêts économiques et implications politiques* (Paris: Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1997) and has published articles in the major historical journals in France.

French Colonial History, Vol. 10, 2009, pp. 209–243. ISSN 1539-3402. © 2009 French Colonial Historical Society. All rights reserved.

pour mieux faire valoir leurs revendications auprès des pouvoirs publics. Quatre congrès des Chambres de commerce de la France d'Outre-Mer se réunissent en 1931, 1934, 1937 et 1939 pour discuter des problèmes relatifs aux rapports économiques entre la Métropole et ses possessions ultramarines (colonies, protectorats et pays sous mandat). Ces congrès constituent des forums pour rendre compte des difficultés éprouvées et exprimer les vœux qui seraient adressés aux ministères et services concernés.

La perte de marchés étrangers et le protectionnisme ambiant, voire les tendances à l'autarcie, augmentent la part impériale dans les échanges extérieurs de la France et rappellent son importance pour l'économie française. Tandis que les exportations vers l'étranger fléchissent, le montant des exportations vers les possessions d'Outre-Mer est supérieur en 1934 à celui de 1913. Le tiers des exportations françaises en 1934 se destine au domaine colonial, contre 13% en 1913. Le marché ultramarin en vient à représenter la moitié du débouché étranger. Le portrait dans le volet importations est identique: augmentation par rapport à 1913, alourdissement de la part ultramarine de 9% en 1913 à 24% en 1934. La France métropolitaine a perdu des millions de clients sur ses anciens marchés, et les barrières douanières rendent illusoire l'idée de les récupérer. Elle entend trouver dans son Empire des débouchés de substitution. Mais, tout en subissant l'effondrement des cours des matières premières et des produits tropicaux, la France d'Outre-Mer a, elle aussi, perdu des marchés étrangers. Elle attend de la Métropole qu'elle la soulage de ses marchandises qui ne trouvent plus preneur.

La présente étude met l'accent sur un aspect négligé de la crise économique, à savoir la perception des milieux d'affaires des dépendances françaises d'Outre-Mer. Leurs revendications et doléances constituent à la fois un révélateur de l'état de l'économie impériale et un plaidoyer intéressé. On y observe par le menu le fonctionnement et les dysfonctionnements de l'économie de la « France totale »,¹ la Dépression servant de miroir grossissant. Inconnus de l'historiographie, les quatre congrès sont pourtant une tribune à laquelle s'expriment des acteurs de premier plan de la relation impériale en temps de crise. Cette étude tire les congrès « coloniaux » de l'oubli.

Ses objectifs sont de deux ordres. Il convient d'abord de relever les demandes exprimées d'un congrès à l'autre. Leur répétition ou non est un indicateur du degré d'écoute dont jouissent les milieux d'affaires ultramarins auprès des pouvoirs publics sollicités simultanément par les intérêts métropolitains. Par ailleurs, en

incitant la France métropolitaine et la France d'Outre-Mer à se rapprocher sur le plan économique, la Dépression suscite un nouvel enjeu, à savoir l'extension et le renforcement du « Pacte colonial ». Ensemble hétérogène d'entités plus ou moins liées les unes aux autres, souvent marginales les unes pour les autres, l'économie de l'Empire est appelée à devenir une véritable économie impériale, coordonnée et complémentaire. La conjoncture déprimée conduit à rechercher un rapprochement, mais il est souvent contraint et non dépourvu de heurts et de tensions. Il faut vérifier si les demandes des « coloniaux » concordent avec l'éclosion d'une économie impériale ou si elles vont à l'encontre de l'affirmation du « Pacte colonial », fondement du « repli sur l'Empire ». Telle qu'elle était durant les années 1930 et telle qu'il était souhaité qu'elle devienne, la relation impériale du point de vue économique se dégage de cette démarche. Sous l'effet de la Dépression, les lignes de force économiques de « la Plus Grande France » et les difficultés inhérentes à la consolidation du « Pacte colonial » ressortent avec netteté.

Si l'historiographie méconnaît les congrès des Chambres de commerce de la France d'Outre-Mer, elle n'ignore pas les années 1930. Tandis qu'une grande synthèse sur l'histoire de la France impériale relève le rôle des technocrates et de l'« économie dirigée »,² une interprétation répartit les représentants de courants de pensée et de stratégies impériales en trois groupes: les protectionnistes (autarchistes), les libre-échangistes (libéraux) et les partisans de l'industrialisation de l'Outre-Mer (modernistes), ces derniers faisant figure de minorité en avance sur son temps et peu écoutée.³ La présente étude permettra de vérifier la validité de cette division pour les porte-parole des milieux d'affaires ultramarins. Un ouvrage collectif d'une grande richesse factuelle fait un gros plan sur les relations économiques qu'entretient le grand port phocéén avec les dépendances françaises durant la Dépression,⁴ tandis qu'une monographie illustre le passage du patronat marseillais du libéralisme au protectionnisme impérial, au « repli sur l'Empire » et à l'économie organisée au début des années 1930.⁵

L'étude actuelle met en relief et examine les desiderata des milieux d'affaires ultramarins. La dimension descriptive est incontournable pour la mise en lumière de la diversité des demandes. L'étude fait appel à une source précieuse et qui n'avait pas été exploitée: les documents des congrès des Chambres de commerce et d'agriculture d'Outre-Mer. Archivés, les travaux de ces réunions ont aussi fait l'objet de publications. Quoique rarissimes, elles ont été repérées et mises à contribution, tout comme les documents originaux non imprimés.

Les documents des congrès permettront de savoir à quelle enseigne logent les « coloniaux », praticiens et professionnels engagés sur le terrain et que l'étude s'attache à identifier. Grâce à leur témoignage, on tâte le pouls d'une économie impériale soumise à l'aiguillage des intérêts contradictoires des parties prenantes métropolitaines et ultramarines.

Soulignons que les milieux d'affaires ultramarins dont il s'agit sont constitués de Français installés dans les « colonies » et que le dialogue entre Métropole et Outre-Mer est de caractère exclusivement franco-français.

I. Premier Congrès des Chambres de commerce de la France d'Outre-Mer (1931)

En 1931, l'expansion impériale de la France est à son apogée. Les dépendances s'étendent sur une superficie de 12,4 millions de km², habités par une population de 65,5 millions. De mai à novembre 1931, l'Exposition coloniale internationale de Paris, installée dans le parc de Vincennes, brille de tous ses feux. À côté de la grande fête se déroulent quelque 200 congrès portant sur des sujets tels l'énergie, les transports, le coton, l'urbanisme, la littérature coloniale, les langues et la civilisation coloniales, et la justice coloniale.⁶

Le rassemblement des Chambres de commerce de l'Outre-Mer français s'inspire du modèle anglais, lequel a donné naissance à la *Federation of Chambers of Commerce of the British Empire*. Les gouverneurs des colonies françaises sont favorables à l'organisation de congrès périodiques des Chambres. Paul Reynaud, ministre des Colonies, promeut l'idée de les réunir pour la première fois dans un congrès à l'occasion de l'Exposition de 1931. Le but serait de fournir aux milieux d'affaires ultramarins la possibilité de se rapprocher afin d'arriver à des consensus face aux problèmes des échanges économiques entre la France et les colonies, et entre les colonies elles-mêmes. Le ministre demande au maréchal Lyautey, commissaire général de l'Exposition, d'en prendre l'initiative. Cependant l'organisation de congrès n'étant pas dans les attributions du commissariat général, il fallait un organisme non officiel.⁷ Lyautey est autorisé à se tourner vers l'Union coloniale française, celle-ci ayant le caractère d'une « Chambre de commerce intercoloniale avant la lettre ».⁸ En février 1931, les organisateurs s'adressent à divers spécialistes—hommes d'affaires, administrateurs, fonctionnaires—pour leur demander d'être des rapporteurs des séances et de produire des documents

qui serviraient de base aux discussions. Le congrès doit donner « aux personnalités coloniales qui le composent, la possibilité de grouper leurs efforts et d'aboutir à l'unité de vues complète dans l'étude des problèmes économiques qui deviennent de plus en plus complexes ».⁹

Sur 84 Chambres de commerce, Chambres d'agriculture et Chambres mixtes de la France d'Outre-Mer sollicitées, 68 répondent favorablement et envoient un représentant. Avec les 11 membres du Comité de direction, 79 congressistes participent aux travaux. Très officiel, le Comité d'honneur comprend de hautes personnalités de l'État—présidents du Conseil, du Sénat, de la Chambre des députés—six ministres, cinq gouverneurs généraux, deux résidents généraux, huit gouverneurs, deux commissaires, onze présidents d'associations intéressées par le monde colonial. Au Comité de patronage, on retrouve les grandes banques coloniales, les compagnies de navigation, les chambres, et unions syndicales de producteurs ou de commerçants, ainsi que les associations, comités et instituts à vocation coloniale.

Le Congrès des Chambres de commerce et des Chambres d'agriculture de la France d'Outre-Mer se tient du 15 au 19 septembre 1931. Les discours inauguraux rappellent le contexte et donnent le ton. Frédéric François-Marsal, président de l'Union coloniale française (UCF) et du Congrès, reconnaît que les affaires coloniales ne sont pas satisfaisantes. Il y aurait une instabilité mondiale dont la cause principale serait le déséquilibre « entre grands pays, producteurs industriels, et pays qui, jadis, absorbaient la production industrielle ».¹⁰ L'équilibre a été rompu par la Grande Guerre. Au lendemain du conflit, une augmentation de la consommation a été suivie d'une expansion de la production. Se posa bientôt le problème des débouchés que le développement du système de ventes à crédit devait résoudre. Toutefois l'emballement des avances pour les opérations de Bourse entraîna le krack à Wall Street. Comment retrouver « cet équilibre [d'avant-guerre] entre les nations restées productives, industrielles, avec même une capacité accrue, et les nations qui, avant la guerre, absorbaient la production de ces pays », alors « qu'actuellement la moitié du genre humain est retirée de la consommation »?¹¹ Plaidant pour le retour à l'équilibre, François-Marsal ne répugne pas à voir le régime de liberté individuelle tempéré par les groupements et les syndicats, contrepoids nécessaires aux excès et assurance du bien-être de tous. En présence des déboires des autres pays, la France, avec son franc fort et son stock d'or, a la confiance du monde. Elle est « un lieu d'asile, semblable à ces refuges saints du Moyen-Âge où l'on pouvait se réfugier sans crainte d'en être

expulsé ». ¹² Mais cette confiance pourrait s'envoler vite car la crise économique est grave.

Substitut de Reynaud, en voyage vers l'Indochine, Blaise Diagne, sous-secrétaire d'État aux Colonies, préside la séance inaugurale du 15 septembre. A ses yeux, l'édifice est menacé. Malgré les appels à comprimer la production agricole afin de conjurer la surproduction, l'Administration exclut l'abandon de la politique de développement de l'agriculture mise en œuvre dans les colonies depuis la guerre. Le produit qui ne trouve pas preneur doit être remplacé par un autre. Ce résultat « peut être parfaitement obtenu sans porter atteinte au développement du produit type, même dans les colonies où règne la monoculture ». ¹³ En ce qui concerne l'avenir, il faudra recourir à deux instruments: les emprunts pour réaliser un vaste programme d'outillage des colonies—ports, voies de communication, chemins de fer—et le Crédit colonial, organisme qu'Albert Sarraut, ministre des Colonies, envisageait dans son exposé au Sénat en février 1920. ¹⁴ On note le silence de Diagne au sujet de toute aide pécuniaire directe de l'État.

L'assemblée plénière du Congrès aborde d'abord la situation des Chambres de commerce coloniales. Le rapport de Lucien Maurel, président des Établissements Maurel et Prom qui font le négoce des arachides du Sénégal, président de la section de l'AOF de l'UCF et vice-président de la Chambre de commerce de Bordeaux, constate l'absence de liens entre elles et celles de la France métropolitaine. « Une poussière d'organes commerciaux n'a aucune chance de concrétiser en une doctrine commune les intérêts généraux, commerciaux et industriels des diverses colonies, placés en regard de ceux de la Métropole, et d'en tirer ce que nous pouvons appeler une philosophie coloniale. » ¹⁵ Pour Edmond du Vivier de Streel, directeur des congrès de l'Exposition coloniale et président de la section de l'AEF à l'UCF, la conservation de l'Empire colonial passe par une politique économique, « indigène » et sociale. Seuls peuvent la réaliser les Européens qui ont des intérêts durables dans les colonies. D'où l'importance capitale des Chambres de commerce, réunies dans un organisme permanent qui poursuivrait le travail du Congrès.

Le premier vœu émis par le Congrès consiste en la formation d'une Fédération des Chambres de commerce et d'agriculture de la France d'Outre-Mer et le développement de relations suivies avec les Chambres métropolitaines. Vovard, délégué des Chambres de commerce et d'agriculture de Madagascar, s'inquiète d'une sous-représentation des colonies lointaines ou moins importantes et de la

perte d'autonomie. Il n'accepte que parce que la résolution est facultative et que cet organisme de liaison ne peut engager les « Compagnies » participantes. A la plénière, il décide de s'abstenir au motif qu'il n'a pas d'instructions de la part des assemblées de Madagascar, attitude que regrette G. de la Motte Saint-Pierre, planteur dans la Grande Île et président de la Section Madagascar de l'UCF.¹⁶

Le statut des Chambres des territoires français d'Outre-Mer est traité dans un rapport présenté par l'UCF. Ces « assemblées consulaires » doivent-elles avoir une section européenne et une section autochtone ou est-il préférable qu'elles délibèrent en commun? Dans le premier cas, il y a risque d'avoir deux avis; dans le deuxième, quoique favorable à la collaboration franco-«indigène», l'un des deux groupes pourrait se sentir insuffisamment représenté. Faut-il que le commerce et l'agriculture soient dans la même Chambre ou dans des Chambres distinctes? Par ailleurs, s'il « n'est pas établi, – soit dans les conditions d'électorat, soit dans les conditions d'éligibilité, – une discrimination suffisante d'après l'importance des entreprises, il arrive que l'un des éléments essentiels du progrès économique – les sociétés mettant en œuvre de gros capitaux, – est noyé dans le nombre et n'a pas voix au chapitre ».¹⁷ Quant aux étrangers, tels les Italiens en Tunisie ou les Chinois en Indochine, ils ont institué des Chambres étrangères séparées ou ont rejoint à titre consultatif les Chambres françaises. Passant de la composition et du fonctionnement aux attributions, le rapport indique que les Chambres ont un rôle consultatif, un rôle actif privé (travaux, gestion d'entreprises, propagande, missions d'études) et une rôle actif public (gestion de services publics ou d'ouvrages d'utilité publique). Un document non publié regrette que trop souvent les autorités ne tiennent pas compte de l'avis des assemblées consulaires de la France d'Outre-Mer. En guise de projets de résolution, il demande que leur rôle et leurs pouvoirs se rapprochent de ceux dévolus aux Chambres métropolitaines; que les autorités les consultent obligatoirement sur les questions intéressant le commerce, l'agriculture et l'industrie; qu'elles prennent en charge « les services publics que l'Administration voudra bien leur confier, tels que: outillage de ports, wharfs, etc ».¹⁸ Le Congrès conclut à des Chambres communes sans section autochtone, composées de citoyens, sujets ou protégés français—les étrangers étant admissibles à titre consultatif ou comme membres correspondants. Elles seraient obligatoirement consultées et leurs avis devraient faire l'objet de réponses motivées de la part des gouvernements.¹⁹

Après la plénière, le Congrès se divise en quatre sections. La première, présidée par de la Motte Saint-Pierre, porte sur l'agriculture. André Giraud,

gouverneur et directeur de l'Agence économique de l'AOF, dans son rapport sur les services économiques ou agricoles des colonies pose la question de la coordination: laisser la production agricole se développer d'elle-même ou l'orienter et la diriger? Les planteurs n'acceptant « évidemment » pas que leurs initiatives culturelles soient soumises à un contrôle ou une tutelle, les instructions administratives ne s'appliqueraient qu'aux agriculteurs « indigènes ». Les modalités seront différentes selon qu'il s'agit de cultures vivrières traditionnelles ou aux fins de l'exportation. Pour les colonies de la zone tropicale, il faut un programme de production cohérent, établi après une large enquête et des délibérations des assemblées locales, et conforme aux possibilités locales ainsi qu'aux exigences de l'économie mondiale. « Organiser la production doit être une des tâches essentielles de l'administration de chaque colonie, car produire n'est pas une fin en soi, on produit en vue de la consommation [. . .] les crises les plus graves étant presque toujours la conséquence des excès d'une production aveugle, inconsciente ou mal comprise. »²⁰ La production doit avoir une base scientifique et les recherches scientifiques conditionnent l'amélioration et le développement de la production agricole. D'elles viendront les transformations qui permettront de comprimer les prix et de lutter avantageusement contre la concurrence étrangère. Les services économiques ont pour fonction essentielle d'assurer une coordination rationnelle dans des colonies dont l'économie doit être dirigée.²¹

Modéré, le délégué Annet de l'AOF voudrait laisser la plus grande initiative aux services locaux pour l'agriculture locale mais instaurer la centralisation pour les produits destinés à l'exportation. Les services centraux sont seuls aptes à décider quel pays peut produire pour le marché mondial dans les meilleures conditions et au meilleur prix de revient. « Si on laisse aux services locaux l'initiative, il est évident que l'on peut faire pousser de tout partout, mais tout dépend du prix de revient. »²² Et ce critère heurte bien des intérêts.

Vovard, de son état inspecteur à Madagascar du Comptoir national d'escompte de Paris, s'élève contre la notion d'économie dirigée et raille l'idée d'une réglementation par une sorte de pape de l'agriculture. On ne saurait condamner les régions moins favorisées au profit des plus favorisées. Les Chambres dont les délégués sont les mandataires comprennent de gros agriculteurs, mais aussi de petits cultivateurs, européens et non européens. A ces derniers, on ne peut imposer des cultures auxquelles il ne sont pas habitués. Les agriculteurs coloniaux ont surtout besoin d'un allègement de leurs impôts et des frais de

transit pour pouvoir vendre leur marchandise dans les meilleures conditions. Giraud le rassure : l'économie dirigée signifie que l'Administration guiderait ; elle donnerait des conseils, non des ordres impératifs à exécuter sous peine de sanctions. Vovard accepte la formule « économie conseillée » et Giraud avance « économie coordonnée ». Dans le vœu du Congrès, on s'en tient à « une coordination rationnelle des divers services techniques dont le but est de concourir à la mise en valeur des territoires d'Outre-Mer ».²³

Edmond Philippar, vice-président du Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie est rapporteur sur le régime hypothécaire, le crédit agricole et les caisses de prévoyance pour le développement des cultures. Il s'agit de développer tous les trois, y compris dans la population non européenne, laquelle accède à la vie économique. Les actes publiés élaguent la critique que fait Philippar de l'organisation hypothécaire importée, fondée sur le Code civil et en désaccord avec le contexte colonial.²⁴ Le Congrès prône l'immatriculation des terres, indispensable à l'octroi de prêts ; la collaboration de la puissance publique avec les établissements privés pour la commercialisation des opérations de crédit ; la collaboration entre Européens et non-Européens ; l'examen par le Crédit foncier de France et le Crédit national de leurs opérations dans l'Outre-Mer. De la Chambre consultative du commerce, de l'industrie et de l'agriculture de Mananjary (Madagascar) arrive un cablogramme demandant un renforcement de la protection des produits coloniaux, le rétablissement des droits au taux en valeur-or d'avant la guerre, et, pour le café, l'incorporation de la taxe de consommation au tarif douanier afin d'en exempter les importations coloniales en France. Le Congrès en fait son 6^e vœu.

La deuxième section, portant sur le commerce et l'industrie, est présidée par Maurel. Le rapporteur J. Pluyette, chef de service à l'Union des industries métallurgiques et minière, fait un tour d'horizon du rôle des Chambres de commerce coloniales en matière d'apprentissage ou d'enseignement technique. Le Congrès exprime le vœu que les Chambres intensifient l'effort. Il demande ensuite que les statistiques commerciales soient uniformisées et publiées au plus tard le 1^{er} mai de l'année suivante. Le conditionnement ou contrôle de qualité des produits coloniaux acquiert de l'importance devant l'intensification de la concurrence, la fermeture des débouchés internationaux et la nécessité de satisfaire le client métropolitain afin de remplacer les produits autrefois importés de l'étranger. Homogénéité et protection contre les vices et avaries sont indispensables. Certaines colonies imposent une taxe pour payer les frais de conditionnement.

Louis Morard, président de la Chambre de commerce d'Alger, estime que c'est l'Administration qui doit organiser ce service. Vovard préfère le voir confié aux Chambres. Le Congrès finit par exprimer le vœu qu'une collaboration s'instaure, l'exécution du conditionnement étant de préférence laissée aux Chambres, et qu'un contrôle des poids et mesures soit installé dans toutes les colonies, tous les protectorats et tous les pays sous mandat.²⁵ Quant au régime minier, F. Blondel, secrétaire général du Comité d'études minières pour la France d'Outre-Mer, expose la législation, les droits de propriété, la fiscalité, et les droits et obligations des parties prenantes. Dans son vœu n° 10, le Congrès demande que l'exploration reste entièrement libre, que la prospection individuelle soit développée, que le taux de la taxe minière tienne compte du cours marchand de chaque produit minier, et que les dirigeants des exploitations minières soient électeurs et éligibles aux Chambres de commerce.

Morard préside la troisième section, relative à la législation. Le rapport de Maurice Besson, chef de bureau au ministère des Colonies, évoque l'extension des lois sociales et de la législation sur les accidents du travail aux colonies, et la création d'une inspection générale du travail aux colonies. Elle existe en France depuis la loi du 3 novembre 1892. Joseph, directeur à Hanoï de la Société française de dragages et travaux publics et délégué de la Chambre de commerce d'Hanoï, et Vovard veulent laisser à chaque colonie le soin de réglementer l'organisation du travail. L'idée de Besson est écartée. Le Congrès refuse la création dans la Métropole d'une Inspection générale du travail aux colonies. Il demande que chaque colonie réglemente le travail, que les Chambres de commerce d'agriculture et d'industrie soient obligatoirement consultées pour toute codification ou modification de la législation, et qu'aucun texte de loi ou décret ne soit adopté par le gouvernement métropolitain sans que le Conseil supérieur des colonies n'ait été dûment consulté. A la séance plénière de clôture, les délégués s'opposent à l'extension aux territoires d'Outre-Mer de la législation sociale de la Métropole ou exigent que soit pris l'avis des Chambres locales.²⁶ Cependant, afin de consolider l'Empire colonial, le Congrès émet le vœu « que l'immigration européenne dans les colonies soit encouragée, sous la condition qu'il s'agisse d'éléments physiquement et moralement sains, et susceptibles d'acquérir la nationalité française ».²⁷

Le rapport sur la législation fiscale est dirigé contre la politique de l'administration des Finances de la Métropole d'assujettir certaines sociétés coloniales à des impôts qu'elles acquitteraient aussi dans une possession d'Outre-Mer.

Seraient visées les situations fictives par lesquelles des sociétés formées avec des capitaux métropolitains fixeraient leur siège dans une colonie. « Un congressiste » affirme que l'état budgétaire des différentes colonies doit entraîner le respect du caractère territorial des impôts. Morard opine que le régime fiscal doit être assez modéré pour qu'il y ait intérêt à vivre aux colonies et attirer des capitaux pour leur mise en valeur; il doit toujours être au-dessous du niveau métropolitain de façon à donner une prime à ceux qui vont aux colonies. Le Congrès demande la fin des doubles impositions pour les mêmes bénéfices.²⁸

Le rapporteur Jacques Marchegay, secrétaire général du Comité central des armateurs de France, critique la loi des huit heures promulguée le 2 août 1919 à l'intention de la marine marchande. L'échec de l'internationalisation de cette mesure fait en sorte que seul le pavillon français en supporte les conséquences sous forme de sursalaires. L'élévation des frets en période de surabondance de tonnage mondial et de crise économique éprouve l'armement national, dont la partie la plus importante est consacrée au trafic colonial. « Si, pense Morard, la Métropole croit, pour les besoins de sa politique sociale, devoir appliquer certaines mesures de bienveillance ou de justice, il serait assez légitime que le budget métropolitain en supportât seul les charges. »²⁹ Le vœu n° 13 demande que les charges des transporteurs soient allégées par un abaissement des impôts ou par des primes compensatrices.

La quatrième section, sur les liaisons et communications, est présidée par Porchet, président de la Chambre de commerce de Haïphong. Le rapport de Georges Philippar, président du Comité central des armateurs de France et des Messageries maritimes, prône le développement des relations entre les colonies et la Métropole, et des colonies entre elles. Le Congrès demande qu'aucune ligne de navigation ne soit supprimée.

L'UCF, représentée par Walter Lalande, fait rapport sur les traités de commerce de la France et leur application aux colonies. La loi du 11 janvier 1892 avait assimilé la plupart des territoires d'Outre-Mer à la Métropole dans le domaine des tarifs et des accords commerciaux. Or Métropole et colonies n'ont pas les mêmes partenaires commerciaux, et les intérêts de ces dernières servent parfois de monnaie d'échange. L'application des droits du tarif métropolitain faisait perdre aux colonies des courants d'échange non comblés par la Métropole. Les lois du 11 janvier 1892 et du 13 avril 1928 établissent l'assimilation entre la Métropole et certaines colonies, instaurant une union douanière de fait.³⁰ Il est vrai que les dispositions des conventions de commerce ne sont applicables aux

colonies qu'autant qu'elles le stipulent; le gouvernement peut négocier des accords commerciaux particuliers aux colonies. Toutefois la plupart des accords continuent d'englober les colonies et le ministère du Commerce refuserait son approbation lorsqu'un tarif proposé nuirait aux intérêts métropolitains.

Prospère jusqu'en 1930, l'économie indochinoise du riz est dans un état de crise à partir de 1931, alors que les cours s'effondrent³¹ et les marchés étrangers se ferment.³² L'Indochine doit écouler sa production dans les pays environnants de l'Extrême-Orient,³³ mais elle est obligée d'appliquer à leurs exportations les droits prohibitifs du tarif général français. Lorsque ces marchés se referment, le débouché métropolitain devient une « soupape de sûreté ».³⁴ Des accords spéciaux doivent être conclus au seul profit des colonies. Les avantages accordés aux pays étrangers dans les colonies françaises doivent avoir pour contrepartie des avantages accordés par ces pays aux colonies. Le Congrès demande de réserver l'adhésion ultérieure de l'Outre-Mer aux accords commerciaux en échange d'avantages pour celui-ci; de lui permettre d'adhérer ou non à ces accords, intégralement ou partiellement, et d'ajouter des clauses les intéressant directement; de consulter obligatoirement les Chambres de commerce ou d'agriculture d'Outre-Mer sur les modifications de tarifs douaniers et les projets d'accords commerciaux de leur ressort. S'ajoute un vœu visant à développer les échanges entre les territoires français: sauf en ce qui touche les droits compensant la différence des tarifs douaniers, les produits des colonies ou protectorats soient automatiquement reçus dans les autres colonies ou protectorats aux mêmes conditions douanières que les produits métropolitains.³⁵

Le Congrès est divisé sur la question de l'utilisation du matériel mécanique pour les travaux d'infrastructure. C.-A. Le Neveu, directeur général de l'UCF et secrétaire général du Congrès, y est favorable, entre autres, parce que la France est surveillée à l'étranger en ce qui concerne la main-d'œuvre et les contrats de travail. Mais Joseph affirme que le machinisme en Indochine n'a pu faire concurrence aux coolies chinois. Jugeant le sujet plus propre à un congrès de travaux publics, les congressistes s'en tiennent à une déclaration en faveur du recours à l'emprunt, plutôt qu'aux budgets locaux, pour les grands travaux d'outillage des colonies. Si Georges Hersent, ancien président de la Société des ingénieurs civils de France, dit la nécessité d'une politique portuaire coloniale, le vœu n° 18 exclut toute exploitation directe par l'État. L'administration et l'exploitation doivent être remises aux Chambres de commerce, quoique l'institution d'un port autonome soit envisageable lorsque les circonstances le permettent. Quant

à la radiodiffusion, elle est importante pour des colonies dispersées à travers le monde, et le poste de Pontoise est jugé insuffisant. Le Congrès demande un plan d'ensemble de radiodiffusion coloniale, une commission des programmes et la création d'un grand poste émetteur. Enfin Louis Bréguet, président de la société Air-Union, fait rapport sur les lignes aériennes coloniales. Les entreprises luttent contre les tendances étatistes de la Chambre des députés. L'État doit subventionner les lignes parce qu'elles sont coûteuses, sans s'ingérer dans la gestion des sociétés privées.³⁶ Les vœux du Congrès sont envoyés aux ministères, aux gouverneurs, aux sociétés de transport et aux banques.

II. Un deuxième Congrès pour affronter la crise (1934)

Suite au Congrès de 1931, l'UCF avait mis son local parisien à la disposition des visiteurs d'Outre-Mer. « Il n'y est venu personne. »³⁷ Ils sont 36 délégués à se réunir à Paris du 24 au 27 septembre 1934 pour le II^e Congrès des Chambres de commerce et des Chambres d'agriculture de la France d'Outre-Mer. L'élite politique et économique est absente. Banquet, agapes et toasts ne sont pas de mise car la crise économique s'est accentuée. La dévaluation du dollar en avril 1933 a perturbé les marchés des changes et réduit de 40% le prix des exportations américaines vers les pays à étalon-or.

Dans le discours inaugural, Morard, le président du Congrès, se félicite de ce que les pays les moins atteints soient « ceux qui disposent, pour leur ravitaillement en matières premières et pour l'écoulement de leur production propre, d'un domaine extérieur dont les caractéristiques sont différentes ».³⁸ Rien d'étonnant que la France ait résisté et qu'elle ait pu s'ajuster à l'économie fermée car elle demeure ouverte sur les cinq parties du monde par un domaine extérieur 20 fois plus étendu que la Métropole. C'est pourquoi l'orateur est peiné par le contraste entre l'attitude de la France vis-à-vis de son Empire et les sacrifices qu'elle consent pour avoir des relations économiques avec l'étranger. Le gouverneur général de l'Algérie, Jules Carde, observe que la question d'actualité est celle de la répercussion dans l'Outre-Mer des accords commerciaux négociés entre la Métropole et les pays étrangers. Aux droits de douane s'ajoutent les problèmes des contingents, des paiements des créances commerciales et de la compensation des dépréciations monétaires. Le commerce des possessions d'Outre-Mer avec l'étranger n'est pas pris en compte et ne fait pas l'objet

de clauses spéciales. Les sociétés sont toujours imposées en Métropole et non dans les possessions où elles exercent leur activité.³⁹

Le Neveu, secrétaire général du Congrès, fait état des suites des vœux exprimés en 1931. « Sur certains points ils ont reçu satisfaction. Sur d'autres, ils ont pu se heurter à des difficultés financières ou bien aux tendances générales qui portent notre pays vers un développement de l'étatisme, plutôt que vers une stimulation de l'initiative privée, individuelle ou collective, même organisée, même contrôlée. »⁴⁰ Quelques vœux ont eu un début de réalisation, guère plus. Ainsi la loi ne permet pas la formation d'une Fédération des Chambres de commerce et d'agriculture de la France d'Outre-Mer. Il a fallu se contenter d'un Congrès permanent de ces Chambres. Les gouvernements généraux sont favorables aux vœux sur l'unicité des Chambres de commerce, mais l'Administration réduit ou supprime la consultation obligatoire des Assemblées pour certains sujets. La réduction des crédits empêche le développement des services économiques ou agricoles, et la reprise de la publication intégrale des statistiques commerciales du domaine colonial. Si l'immatriculation des terres a été poussée en Algérie, le crédit agricole développé en Afrique du Nord et des Caisses créées pour commercialiser les opérations de crédit, l'extension des opérations du Crédit foncier de France et du Crédit national n'a été que partielle. La demande d'incorporation des droits de consommation dans le tarif douanier du café n'aboutit pas.⁴¹

Le rapport relève que, malgré les progrès, beaucoup reste à faire en matière de conditionnement. En AEF, les demandes sur le plan minier sont satisfaites, mais l'Administration ne s'est pas retirée de la recherche, voire de l'exploitation. Il est peu probable que le projet de loi sur l'inspection du travail soit adopté; la réglementation du travail sera différente pour chaque colonie. Quelques progrès ont été réalisés en ce qui concerne la double imposition des sociétés. Une majoration de 4% des droits de douane est destinée au versement à la marine marchande des primes qui compensent les charges qui lui sont imposées. En ce qui concerne les lignes françaises de navigation, aucune n'a été supprimée.

Peu d'accords commerciaux ouvrent des débouchés aux produits coloniaux, surtout parce que la France a peu d'avantages à accorder dans ses territoires coloniaux aux marchandises étrangères, étant donné la forte protection accordée aux marchandises métropolitaines. En Indochine, les Chambres de commerce ou d'agriculture sont consultées sur les modifications de tarif douanier et les projets d'accords commerciaux. Des emprunts ont été autorisés mais les sommes consacrées à l'outillage sont faibles. Quant à l'exploitation portuaire, les tendances

de l'Administration sont contraires aux ports autonomes. Pour la radiodiffusion coloniale, il n'y a pas de plan d'ensemble et l'étatisme a fait opposition à la création d'un grand poste émetteur privé. Cependant la constitution d'Air France satisfait le vœu de soutien étatique aux lignes privées.

Morlot, membre de la Chambre d'agriculture d'Oujda, préside la section sur l'agriculture. Le rapporteur Martelli-Chautard, directeur de l'Association Colonies-Sciences, demande d'urgence la création d'un organisme de recherches agronomiques. Ses propos sont d'une rare franchise. La surproduction générale oblige à abaisser les prix de revient et à améliorer la qualité et la présentation. Il faut une mise en valeur plus intensive du sol pour des raisons d'ordres moral et économique. La colonisation a bouleversé les conditions de vie des autochtones et instauré un régime de sous-alimentation presque permanent. L'appel à la main-d'œuvre a contribué à réduire les superficies de cultures vivrières. Sans mesures spéciales, l'ouvrier agricole cesse de cultiver pour son compte. La juxtaposition de la surproduction chaotique et de la faim met en cause le principe même de la colonisation. Sur le plan économique, il faut que les « indigènes » vendent pour payer leurs impôts et devenir des clients des industries métropolitaines. « Or, quels marchés peuvent-elles trouver auprès d'êtres humains qui mènent une existence comparable à celle dont l'âge de pierre nous a laissés des vestiges? »⁴²

Le Congrès fait de la création d'un Comité de recherches scientifiques coloniales son premier vœu. La nécessité de vendre au plus bas prix, tout en améliorant la qualité et la présentation, conduit au vœu que soit établi dans chaque territoire d'Outre-Mer un organisme—où les Chambres de commerce et d'agriculture locales seront prédominantes—chargé de la standardisation et du conditionnement obligatoire des produits d'exportation et de leur emballage. Il y aurait un minimum de conditions pour l'admission à l'exportation et un maximum donnant droit à la marque nationale de garantie. Le directeur général de la Société des agriculteurs de France, de Lestapis, fait un rapport sur les cultures susceptibles de concurrencer celles de la Métropole et demande qu'un plan d'exploitation rationnelle remplace les actions isolées. Souhaitant favoriser la diversification des productions dans les colonies, le Congrès propose des mesures: consultations avant toute modification des droits de douane sur les importations étrangères similaires aux produits des colonies; protection efficace pour assurer la production dans les colonies et protectorats de ce que la Métropole achète à l'étranger; encouragement des cultures secondaires pour lutter contre la monoculture.⁴³

La section sur le commerce et l'industrie est présidée par Germain Crespin, membre de la Chambre de commerce de Cotonou. René Arnaud, directeur des Études économiques à la Confédération générale de la production française, fait état du régime des contingentements. Institués pour mettre fin à l'afflux de marchandises provoquée par les dévaluations, intrusion de l'État dans les courants commerciaux, ils sont un pis-aller et un mal nécessaire. Des produits coloniaux qui concurrencent les produits métropolitains y sont soumis. Lalande rappelle que le protectionnisme mondial refoule les produits coloniaux vers la Métropole. Si elle limite artificiellement leur entrée, la chute du pouvoir d'achat toucherait les industries d'exportation de la Métropole, la marine marchande, les ports, les chemins de fer et l'agriculture française elle-même car le chômage réduirait la consommation des denrées agricoles. Le Congrès demande, entre autres, qu'aucun contingent de marchandises étrangères ne soit établi ou modifié sans consultations pour prendre connaissance des répercussions sur les possessions d'Outre-Mer, et qu'aucun produit de celles-ci ne fasse l'objet de restrictions à l'entrée dans la Métropole tant qu'elle importe de l'étranger une quantité quelconque de produits similaires.⁴⁴

La solidarité des milieux ultramarins se manifeste lorsque L. Prault, représentant l'Assemblée des présidents des Chambres d'agriculture métropolitaines, invite les Chambres d'agriculture d'Outre-Mer à rallier son organisme. Le Neveu objecte qu'elles seraient minoritaires s'il venait à se poser une question délicate opposant producteurs coloniaux et producteurs métropolitains. Dans son rapport, E.-L. Guernier, conseiller du commerce extérieur, suggère la création de « Chambres de commerce franco-coloniales » comprenant des administrateurs de sociétés coloniales. Mais les congressistes s'inquiètent de la concurrence qu'elles feraient au Congrès permanent. La proposition est renvoyée à l'étude du Congrès permanent. Suite au rapport de Jean Proix, directeur du Comité d'action économique et douanière, le Congrès renouvelle les demandes de 1931 relatives à la représentation constante lors de la conclusion d'accords commerciaux avec l'étranger, et aux statistiques commerciales. Il encourage les possessions françaises à favoriser les échanges entre elles et à assurer la protection de leur production contre la concurrence étrangère. Le Congrès exprime le souhait que le gouvernement prenne des mesures pour défendre l'industrie minière et qu'il fournisse des crédits pour l'exploration, association avec l'État choquante pour certains mais incontournable vu les risques en période de cours peu rémunérateurs.⁴⁵

Gounot, président honoraire de la Chambre d'agriculture de Tunis, préside la section sur la législation. Sur le plan du rôle des Chambres, il y a régression depuis le Congrès de 1931. Les gouvernements ne prennent pas leur avis ou, l'ayant pris, n'en tiennent pas compte. Au Cameroun, le décret du 28 janvier 1932 restreint le champ des questions sur lesquelles elles doivent être consultées; à Pondichéry, le décret du 6 juillet 1934 supprime toute obligation de consultation. Le Congrès renouvelle la demande de la consultation obligatoire et y ajoute, entre autres, la participation à la confection des budgets.⁴⁶

Un éclairant débat se déroule autour du rapport de R. Lassalle-Séré, inspecteur des Colonies, sur le régime fiscal des colonies. Il prône pour le domaine d'Outre-Mer un effort financier de la part de la Métropole, elle qui a prêté tant à des pays étrangers qui se sont hâtés de renier leurs dettes. Mais pour que le contribuable métropolitain accepte une nouvelle charge, il doit être convaincu que celle des coloniaux est équivalente à la sienne. Tel n'est pas le cas: les impôts directs payés par l'Européen en AEF sont de 700F; pour un même revenu, le Métropolitain acquitte 7000F. Quant aux taxes de consommation, sources principales des budgets coloniaux, elles pèsent lourdement sur les autochtones. Le rapporteur soutient que les Européens doivent être imposés proportionnellement à leurs ressources afin qu'ils supportent leur juste part des charges. On conçoit que les congressistes, Européens des colonies, se rebiffent. Le Neveu cherche des revenus dans la suppression de la perception d'impôts en Métropole des sociétés ayant leur siège et leur principal ou unique établissement outre-mer. De la Motte Saint-Pierre, vice-président de l'UCF, considère justifié le régime fiscal des non-Européens et exprime le fond de sa pensée: « D'une façon générale, les indigènes ne font pas grand'chose, et ils ont besoin d'être incités au travail. S'ils sont misérables, il ne tiendrait souvent qu'à eux de modifier leur situation. »⁴⁷ Le vœu n° 12 se confine à renouveler la demande d'arrêter la double imposition des sociétés.

Le rapport de Lassalle-Séré avait été atténué préalablement par une intervention de Lalande, sous-directeur de l'UCF, conscient que cette « leçon de courage fiscal » serait mal accueillie.⁴⁸ Dans une lettre, Lassalle-Séré fait valoir qu'en AEF, d'où il revient,

le travail d'une année entière d'un village indigène pour la récolte du caoutchouc ou des palmistes ou du coton—sous la pression administrative bien entendu—permettait à peine à ce village de payer ses impôts tant était faible le

prix d'achat—fixé par l'administration—de chacun de ces produits. Or ceux-ci étaient livrés aux exportateurs qui, aidés d'un autre côté par les primes, réalisaient des bénéfices variables suivant les zones de production et les cours. Et cependant ces mêmes exportateurs ne participaient aux charges publiques que dans une proportion relativement faible—comme tous les Européens d'ailleurs [. . .] J'avais même calculé que le travail de l'indigène était payé sur le pied d'environ 0,10F l'heure de travail *effective*. Comment ne pas parler d'exploitation, dans ces conditions?⁴⁹

En Côte d'Ivoire, les populations se révoltent, excédées par les charges de toute nature: réquisitions de main-d'œuvre plus faibles que dans les colonies voisines ou du travail libre dans la colonie; réquisitions de vivres; prestations.⁵⁰ Pourtant la Côte d'Ivoire n'aurait pu être prospère sans la main-d'œuvre « indigène ». L'auteur remanie la conclusion de son rapport pour retirer le mot « exploitation ».

Le Congrès demande que l'obligation de consulter les Chambres de commerce, d'agriculture et d'industrie pour les modifications aux tarifs douaniers et la réglementation douanière soit inscrite dans la loi sur le régime douanier colonial. Il réclame la création du Crédit colonial. Investi de la mission d'émettre des obligations garanties par l'État, il solliciterait l'avis des Chambres d'Outre-Mer sur ses opérations et s'adjoindrait leurs représentants. A ce sujet, un désaccord révélateur se déclare entre les représentants des colonies qui ont des ressources et ceux des colonies qui en ont moins. Les premiers défendent l'idée de l'emprunt par les colonies avec le soutien de la France; les seconds pensent que les nouvelles colonies sont à bout de ressources et qu'elles doivent bénéficier d'un fonds de dotation pour l'outillage. Parmi les seconds, on compte les délégués de l'AOF et Robert Lemaigen, administrateur-délégué de la Société des ports coloniaux. N'estimant pas les colonies capables de supporter la charge de leur outillage, il demande le concours direct du budget métropolitain. « L'économie métropolitaine a le devoir impérieux de renoncer à faire payer par les colonies elles-mêmes les frais de leur équipement. »⁵¹ Les grands travaux d'équipement de l'Outre-Mer bénéficieraient surtout à la Métropole qui fournit matériel, matériaux et personnel qualifié. Plus porté à faire co-exister les formules Crédit colonial et fonds de dotation, Morard, le président de la séance plénière déclare: « Il ne faut pas empêcher une colonie d'emprunter, si elle en a le désir et le moyen, sous prétexte que la Métropole devrait tout financer. »⁵² Le Congrès finit par approuver l'institution du Crédit colonial, tout en demandant que la France, à

l'instar d'autres puissances, accorde une dotation à ses territoires d'Outre-Mer pour leur outillage.⁵³ Afin d'articuler « l'armature économique de la France totale », il propose la formation d'un Comité d'études réunissant représentants des branches principales de l'économie d'Outre-Mer et des grandes sociétés ou groupements métropolitains.

Le président de la Chambre de commerce et d'agriculture du Laos, Claude, préside la section IV, portant sur les liaisons et communications. Si le rapporteur L. Allègre, administrateur-directeur général d'Air-France, admet que les Chambres de commerce gèrent des ports maritimes, étant donné que les usagers forment une partie importante de leurs membres, il préfère que l'État s'acquitte de sa fonction d'ordre public et que l'intégralité des frais ne soit pas répercutée sur les usagers. La cession aux Chambres a réduit brusquement les subventions et augmenté les redevances annuelles d'Air-France. Le Congrès ne formule pas de vœu en matière de lignes aériennes ou de ports maritimes. Il en a plusieurs, très ponctuels et ciblés (amélioration, vitesse, tarifs), en ce qui concerne la poste, la télégraphie, la radiotéléphonie, les colis postaux, les mandats de poste et télégraphiques, les comptes courants et les virements postaux, et la création de caisses d'épargne coloniales.⁵⁴

Frapart, président honoraire de la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Tananarive, préside la dernière section sur la propagande et le tourisme. D'après Edmond Chaix, président du Touring Club de France, il importe de diriger les touristes vers les colonies françaises, le tourisme colonial devant être accessible aux classes moyennes. Le secrétaire général du Comité de l'Indochine, Deloncle, regrette que la majorité du public français ignore les colonies ou leur est hostile. « Il faut que l'étranger connaisse l'œuvre accomplie outre-mer par de grands Français, qui, suivant l'expression de Lyautey, "n'étaient pas du type flasque". faut montrer à l'étranger ce qu'est la "France totale" ».⁵⁵ Le Congrès émet le vœu qu'à chaque examen des trois degrés d'enseignement une question soit posée sur la France d'Outre-Mer et que les programmes des cours soient modifiés en conséquence dans les plus brefs délais. Il demande que les services d'information française à l'étranger fassent la plus large part à l'œuvre et la puissance coloniale française. Il veut enfin que les appellations des produits de la France d'Outre-Mer soient défendues et respectées dans la Métropole.

Se renommant Comité permanent des Chambres de commerce et des Chambres d'agriculture, le Congrès permanent décide qu'à compter de 1937, il se réunira tous les deux ans. Le Neveu se félicite que les quatre jours de congrès aient

contribué à créer, « non pas la pensée impériale, mais cette énergie impériale dont il faut que tous les Français, métropolitains et coloniaux, se pénètrent »,⁵⁶

III. Nouvelles assises ultramarines (1937)

Trente-huit délégués participent au III^e Congrès qui se tient à Paris du 20 au 24 septembre 1937, dans le cadre de l'Exposition universelle. Le nombre d'« assemblées » qui adhèrent au Comité permanent atteint 64—sur un total de 94, États du Levant non compris—après avoir été de 32 en 1931 et 43 en 1934. Dans son allocution d'ouverture, Morard, président de la Région économique d'Algérie et président du Congrès, s'élève contre les mesures adoptés récemment par le Front populaire. La réduction de la durée du travail, valable pour l'industrie, serait inapplicable à l'agriculture et ses campagnes saisonnières. L'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs coloniaux n'accroîtrait pas la production agricole dont la majeure partie est exportée. Quant aux contrats collectifs de travail, ils font craindre l'abus de la loi du nombre. Morard articule sans ambages un certain état d'esprit.

Il ne faut pas perdre de vue que l'objet de notre activité, c'est la colonisation et, par elle, la civilisation. Or, si nous nous considérons comme investis d'une telle mission, c'est que nous nous en jugeons dignes, c'est que nous nous croyons mieux à même que les intéressés eux-mêmes d'apprécier ce qui est leur véritable intérêt. D'où la nécessité de ne pas procéder par équivalence ou égalités numériques, mais par équations dont les facteurs sont affectés de coefficients différents.

Enfin, nous agissons au nom de la France et, dans tous nos actes, nous nous sentons investis d'une part de l'autorité tutélaire qu'elle a résolu d'exercer dans nos pays. Toute atteinte aux prérogatives qui en découlent est une atteinte à l'autorité même de la nation et peut avoir, pour la paisible jouissance des biens acquis au prix de tant de sang et de tant de sacrifices, les plus redoutables répercussions.⁵⁷

Le Neveu, secrétaire général du Congrès, dresse un bilan mitigé des réalisations résultant des vœux exprimés en 1934. Il n'y en a aucune sur le plan de l'organisation des recherches scientifiques. En dehors de l'Algérie, le

conditionnement et la standardisation des produits a peu progressé. La protection douanière des produits de la France d'Outre-Mer à l'entrée de la Métropole a même faibli lorsque le gouvernement a réduit en bloc les droits de douane pour de nombreuses importations afin de conjurer la hausse des prix suscitée par la dévaluation du franc. Les autorités persistent à prendre des décisions établissant ou modifiant les contingents sans procéder aux nécessaires consultations au préalable. Certes aucun produit de l'Outre-Mer n'a fait l'objet d'un contingentement à l'entrée en France depuis 1934, mais « ceci n'a pas été sans rudes batailles à soutenir, croyez-le bien, pour résister aux assauts des producteurs de la Métropole ».⁵⁸ Si le contingentement des vins tunisiens est atténué, celui pour plusieurs produits du Maroc se resserre. Le vœu que les Chambres d'Outre-Mer soient représentées d'une façon permanente dans la Commission des accords commerciaux est à réitérer car il faut défendre les produits coloniaux contre les concessions faites à leurs dépens pour faciliter le placement des exportations françaises à l'étranger.

Si la réglementation de l'exploration et des recherches minières a évolué dans le sens voulu, la publication de statistiques continue à se heurter aux contraintes budgétaires. Les échanges entre l'Algérie et l'AOF, et entre la Tunisie et les colonies, se sont développées. Quant aux attributions des Chambres de commerce, elles se maintiennent et tendent même à se renforcer. Tandis que le ministère des Finances s'est fermement opposé à toute modification relativement à la perception des impôts sur les sociétés ayant leur exploitation Outre-Mer, le ministère des Colonies a fait de même contre la volonté de rendre obligatoire la consultation des Chambres de commerce des colonies en matière de régime douanier par une modification de la loi du 13 avril 1928. Le Crédit colonial est institué mais il déçoit. Le loyer de l'argent sur les marchés des capitaux en France l'oblige à prêter à un taux élevé et limite son essor. Il faut le faire doter de sommes prêtées sans intérêt par l'État, situation paradoxale car sa création visait à éviter le recours aux pouvoirs publics. « Il n'est pas besoin d'insister sur le fait que dans la situation actuelle des finances métropolitaines, il est difficile d'amener le Gouvernement à cette solution. »⁵⁹

Le vœu à l'effet que les interventions de l'État en matière économique soient subordonnées à la consultation des Chambres de commerce est tantôt exaucé, tantôt pas. La Conférence économique de la France métropolitaine et d'Outre-Mer (3 décembre 1934-13 avril 1935) adopte l'idée de la constitution d'un Fonds national pour l'outillage de la France d'Outre-Mer, mais il rencontre l'opposition

du ministère des Finances. Voté à la Chambre, le projet est pendant au Sénat. Dans l'enseignement, les matières coloniales n'ont pas encore la place souhaitée dans les examens. En revanche, les services d'information à l'étranger vantent l'œuvre coloniale de la France, et des résultats appréciables sont enregistrés dans les appellations des produits d'Outre-Mer et la répression des fraudes.

Munk, président de la Chambre d'agriculture de Constantine, préside la section sur l'agriculture. Suite aux rapports de Martelli-Chautard, directeur de l'Association Colonies-Sciences, sur l'organisation des services scientifiques et techniques de la France d'Outre-Mer, et d'Édouard de Warren, président du Comité d'action colonisatrice et de paysannat indigène, le Congrès réitère le vœu en faveur d'une organisation stable des recherches scientifiques et des services techniques agricoles dans la France d'Outre-Mer. Membre de l'Académie d'agriculture, Pierre Berthault reconnaît que la production agricole des pays tempérés de peuplement européen sont concurrentes de celles de la Métropole. Mais la France d'Outre-Mer est son premier client et dépend de ses exportations pour commander les objets manufacturés en Métropole. Du Vivier de Streel, président de section au Conseil supérieur de la France d'Outre-Mer (ancien Conseil supérieur des colonies), plaide pour la nécessité de créer des « îlots de prospérité » afin de ne pas disperser l'effort de mise en valeur et concentrer les dépenses sur certaines régions choisies avec discernement, favorisées et aptes à subvenir rapidement aux besoins d'une population autochtone qui augmente.⁶⁰ Le Congrès se range à cette idée. Un long rapport de P. de Beaucoudrey, directeur des forêts au Gouvernement général de l'Algérie, entraîne la formulation d'un vœu favorable à la protection des forêts et au reboisement. Enfin Baffeleuf, président de la Chambre de commerce de Hanoi, déplore le fait qu'en Indochine le Crédit colonial ne fasse de prêts qu'aux agriculteurs dont la dette serait garantie par le Gouvernement général. Le Congrès demande que l'État mette à sa disposition des fonds de roulement à bon marché afin de lui permettre de réduire le taux de ses avances, ou qu'il organise lui-même le crédit à long ou moyen terme.⁶¹

La section sur le commerce et l'industrie est présidée par Lasserre, président de la Chambre de commerce d'Abidjan. Dans son rapport, N. Lepic, secrétaire général de l'Association nationale d'expansion économique, expose les difficultés du commerce avec les pays étrangers qui n'ont pas pu maintenir la liberté du transfert des devises. Le Congrès se déclare favorable à l'augmentation de certains contingents de produits à admettre en France en provenance de pays endettés envers les exportateurs français, et à l'octroi d'une aide à la trésorerie des porteurs

de créances arriérées. Le rapport de Baffeleuf soulève les épineux problèmes des relations Métropole/possessions ultramarines et de l'industrialisation des colonies. Consacrée par la loi du 13 avril 1928, l'assimilation douanière était fondée sur la réciprocité: les possessions étaient soumises aux tarifs élevés de la Métropole dans la mesure où leurs produits avaient le bénéfice de la franchise douanière et le libre accès chez elle. Le 13 mai 1937, le ministre des Colonies informe le gouverneur général de l'Indochine de son intention de restreindre, le cas échéant, l'importation de produits industriels coloniaux en concurrence directe avec l'industrie métropolitaine. La situation est grave car la remise en question de la loi de 1928 se double d'une contestation du droit de l'Outre-Mer de transformer sur place ses matières premières, dans l'esprit du « Pacte colonial ». C'est la première référence à l'industrialisation de l'Outre-Mer dans les congrès des Chambres de commerce ultramarines. Encore est-elle accessoire à la défense de la réciprocité commerciale dans le cadre de l'union douanière. Que l'idée de l'industrialisation de l'Outre-Mer émerge d'abord en rapport avec l'Indochine⁶² ne saurait surprendre: l'éloignement de la France, la rupture des circuits du commerce régional et les risques d'isolement en cas de conflit en Asie de l'Est conduisent à réfléchir à l'autosuffisance et au développement du marché local.

Le 5^e vœu du Congrès consiste à rendre obligatoire la consultation des Chambres de commerce avant toute altération du régime de réciprocité. Blondel fait un rapport sur la politique minière de la France. Si personne ne conteste le rôle que doit jouer l'Administration dans l'exploration, il est plus délicat de savoir quelle part lui réserver dès que l'on passe à la prospection et à l'exploitation. Le rapporteur est favorable à une collaboration de l'État et de l'industrie privée. La présence de l'État rassure l'opinion publique et permet d'obtenir des capitaux. Cependant le manque de cohérence et de continuité de la politique minière de la France appelle la création d'un Comité des mines composé à parts égales d'administrateurs coloniaux et d'industriels miniers, dont l'avis serait obligatoire pour toute mesure intéressant l'industrie minière. Enfin une note du secrétariat général du Congrès traite les sociétés de prévoyance—elles consentent de petites avances en nature, par exemple de semences—et coopératives de producteurs. Trop souvent l'Administration, sortant de sa fonction de contrôle, finit par les gérer, tandis qu'elles s'engagent dans des activités commerciales qui suscitent des tensions entre catégories sociales ou ethniques. Le Congrès souhaite les voir revenir à leur vocation première.⁶³

Dans le cadre de la section sur la législation, présidée par Baffeuf, il est proposé d'étudier les méthodes étrangères de colonisation. Le rapporteur Gillet, secrétaire général de la Région économique de l'Algérie, obtient que le Congrès soutienne la limitation à 8% du taux d'intérêt en Algérie. Malgré les objections de l'industrie et, surtout, de l'agriculture métropolitaines, le Congrès approuve l'instauration de zones franches dans les ports d'Outre-Mer, la réexportation pouvant contribuer à leur activité. Le rapport de Bonzon, ancien délégué à la Résidence générale à Tunis, sur l'aménagement des dettes dans les possessions d'Outre-Mer est suivi d'un vœu dans ce sens. Enfin, à partir du rapport de l'avocat Alfred Marcille, le Congrès demande qu'on n'applique pas de nouvelles lois sociales dans l'Outre-Mer sans avoir pris en compte l'avis de Chambres.⁶⁴

Le rapport de l'administrateur-délégué de la Compagnie française de l'Afrique occidentale, Decron, sur le transport sous pavillon français provoque un débat sur l'industrialisation des colonies et le système colonial lui-même. Septième au monde,⁶⁵ la marine marchande française a des frais d'exploitation élevés en raison du déséquilibre entre les importations et les exportations, et du poids des charges sociales. Certains armateurs voudraient instituer le monopole de pavillon avec les colonies. Les bateaux français ont transporté 100% des exportations à destination des colonies et 70% des importations. Mais, quand bien même les armateurs souhaiteraient ce supplément de tonnage, ils seraient incapables de le transporter. Decron estime que les industriels et le pavillon français pâtissent de la création d'industries de transformation là où les fabriques européennes s'approvisionnent en matières premières. La politique coloniale doit être que les colonies fournissent des matières premières à la Métropole et qu'elle leur procure des articles ouvrés. Des conditions locales peuvent justifier une industrialisation, mais pas pour exporter des produits industriels vers la Métropole.

Baffeuf réagit en rappelant que le régime d'union douanière ne laisse aux colonies que le marché métropolitain. Les marchés étrangers leur sont fermés parce que les prix sont élevés en territoire français et les tarifs douaniers qui protègent les produits métropolitains dans les colonies excluent les avantages aux importations non françaises en contrepartie d'avantages réciproques à obtenir pour les marchandises coloniales exportées vers des pays étrangers. Certaines colonies devraient pouvoir utiliser leurs matières premières. Baffeuf souligne que la France demande aux colonies de faire des sacrifices en lui ouvrant très larges leurs portes, mais refuse d'en accepter elle-même en leur accordant la réciprocité. L'industrie métropolitaine tient à confiner les colonies aux matières premières

mais elle n'accepte pas de les payer au-dessus du cours mondial. Pourtant les prix élevés de revient dans les colonies sont dues à la protection qui favorise les exportations manufacturées métropolitaines. De surcroît, le fret est plus cher sous pavillon français. Munck se plaint du fait que le monopole de pavillon coûte à l'Algérie un supplément de fret de 300 millions de francs par an. La production coloniale de matières premières est privée de toute protection douanière face au dumping; en protégeant les cultures, telles le coton, on procurerait un pouvoir d'achat aux autochtones qui profiterait à l'industrie métropolitaine. Ne serait-il pas préférable de fabriquer du papier avec l'alfa algérien au lieu de l'exporter pour transformation en Grande-Bretagne? Du zinc en Indochine plutôt que d'exporter l'étain et le charbon au Japon pour la production du zinc?

A la séance plénière de clôture, Sicre, vice-président de la Chambre de commerce et d'industrie de Casablanca, et Étienne Fougère, président de l'Association nationale d'expansion économique, observent que la théorie du monopole de pavillon est malsaine. Le commerçant colonial paie une sorte de dîme, étant donné qu'il peut trouver un fret meilleur marché sur des bateaux étrangers. Tant qu'une colonie n'est pas développée, la Métropole doit faire des sacrifices pour elle dans le transport de ses produits. Le Congrès fait sienne la proposition de Decron, à savoir la formation d'une Commission tripartite (Administration, navigation, colonisation) pour mettre au point les mesures propres à renforcer la part de l'armement français dans les échanges avec le domaine d'Outre-Mer.⁶⁶

La section IV relative aux liaisons et communications est présidée par Chenu, président de la Chambre de commerce d'Haïphong. Dans son rapport sur l'outillage de la France d'Outre-Mer, Lemaignan rappelle la demande exprimée au Congrès de 1934 que la Métropole participe financièrement aux travaux d'équipement de ses colonies. La Conférence économique impériale (décembre 1934-avril 1935) et la Conférence des gouverneurs généraux (novembre 1936) se sont montrées favorables à la création d'un fonds national pour l'outillage de l'Outre-Mer. Si une doctrine coloniale française s'affirme, des résistances se manifestent. Le projet de loi établissant un fonds d'équipement colonial, adopté par la Chambre des députés, est toujours en attente au Sénat. Le III^e Congrès en demande l'adoption, compte tenu que la Métropole tire un intérêt direct du développement des colonies et de l'exécution des travaux. Il souhaite aussi la coordination des moyens de transport et l'institution, à cette fin, d'un comité réunissant des représentants de l'Administration, des entreprises de transport et des usagers dans chaque territoire. Les communications postales,

télégraphiques et radiotélégraphiques et radiophoniques donnent lieu à un vœu contenant une multitude de demandes intéressant telle ou telle région. La dernière section, sur la propagande et le tourisme, ne comporte qu'un rapport dans lequel Chaix plaide pour le développement et la vulgarisation des moyens de transport et l'établissement de gîtes d'étapes. En vue de créer une mystique coloniale, le Comité permanent décide de se tenir en étroite liaison avec le Touring Club de France.⁶⁷

Dans son rapport général de fin de congrès, Le Neveu revient sur l'élément le plus litigieux: l'insuffisance de l'organisation impériale. « Quand on nous reproche, à nous coloniaux, ou bien de faire refluer sur la métropole notre production d'outre-mer, ou bien de ne pas trouver à l'extérieur des débouchés qui pourraient dégager la métropole, il est malheureusement trop facile de répondre que, chaque fois qu'il lui a été possible, la métropole, au lieu de venir en aide à ses filles cadettes, leur a imposé des charges qui ont bien souvent retardé leur développement et que dans bien des cas elles ne peuvent plus supporter. » Abordant « la question brûlante » de l'industrialisation des colonies, Le Neveu regrette leur état d'infériorité. « D'une part, en effet, on vous demande de réserver vos matières premières à la métropole,—qui doit en échange vous fournir des produits fabriqués,—mais sans prendre une précaution essentielle: si un jour le débouché métropolitain ne vous suffit plus, la métropole en effet ne se chargera pas de trouver, par le jeu d'accords commerciaux, le déversoir nécessaire aux excédents que vous ne pouvez écouler dans la métropole. » L'allocution du président Morard insiste sur le concours pécuniaire de la Métropole car les frais de premier établissement incombent à l'État colonisateur. « Souvent, on entend dire encore que les colonies sont faites pour enrichir la métropole ou certains métropolitains, mais que la réciprocité ne doit pas exister, et qu'il ne faut pas que les colonies s'attendent à un concours financier. Cela est la négation même de la doctrine de la colonisation. »⁶⁸

A la demande du Commissariat général de l'Exposition, une « journée de rapprochement franco-colonial » rassemble les représentants des Chambres ultramarines et métropolitaines. Les échanges sont sans détours. Baffeuf souligne l'importance de la réciprocité prévue dans la loi de 1928, chère aux coloniaux. « Toutes les fois que l'on demandera aux colonies des contingentements de leurs exportations, il faudra qu'on leur donne les moyens de trouver à l'extérieur les marchés qui leur manqueront dans la métropole. » Pour de la Motte Saint-Pierre, la réciprocité exige que, si les colonies doivent faire tous leurs achats

en Métropole, celle-ci agisse de même envers ses possessions et qu'elle cesse d'augmenter le contingent d'importations étrangères (sucre de Tchécoslovaquie, café des Indes néerlandaises) qui concurrencent ses produits. Président de la Chambre d'agriculture de Seine-et-Oise, J.-E. Lucas explique que le paysan français ne peut être sacrifié à une production coloniale illimitée. Il convient de rechercher dans les colonies les cultures complémentaires. Le président de la Chambre de commerce de Marseille, Antoine Boude, perçoit la nécessité de ne pas lier entièrement les économies coloniale et métropolitaine, et de permettre aux colonies de commercer avec l'extérieur. Pour René Bouvier, administrateur-délégué de la Société financière française et coloniale (SOFINCO), si les colonies doivent acheter le maximum de produits manufacturés à la Métropole et s'abstenir de s'industrialiser, le sacrifice doit être payé en retour par la maximisation des achats de matières premières et alimentaires coloniales.⁶⁹

In fine, les congressistes jugent utile de reprendre les vœux non exaucés du Congrès précédent: conditionnement obligatoire et standardisation facultative, représentation des Chambres au sein de la Commission des accords commerciaux, régime fiscal des sociétés coloniales, fixation des parts séparées pour l'Algérie dans les contingents de marchandises importées de l'étranger. Le dernier est soulevé par les Groupements économiques algériens qui réclament l'attribution d'une portion spécifique des contingents globaux de l'union douanière. L'obligation de passer par l'intermédiaire du Comité interprofessionnel métropolitain pour les licences occasionne des retards. A cela le ministre objecte que l'application des règles qui régissent la distribution des contingents doit être confiée à un seul organisme. Au lendemain du Congrès, la demande n'est pas retenue.⁷⁰ En revanche, le ministre des PTT abaisse les tarifs radiotélégraphiques avec les possessions lointaines.⁷¹

IV. Congrès de guerre (1939)

Le déclenchement de la guerre n'empêche pas le IV^e Congrès de se réunir en octobre 1939. Si le conflit ne fait pas annuler l'événement, il gêne la préparation de la documentation et interdit la publication intégrale des actes. Quelques rapports sont disponibles.⁷²

Paul Bernard, administrateur-délégué de la SOFINCO, traite les industries coloniales. La thèse de l'industrialisation des colonies se renforce du fait de la

guerre. Une note de la Chambre de commerce de Dakar se fait rassurante: la transformation des produits dans l'Empire ne présente aucun danger de concurrence pour la Métropole. Le décortilage des arachides au Sénégal nécessiterait moins de transporteurs pour l'expédition en France, et l'exportation sous forme d'huile de la moitié de l'armement qu'exigeraient les décortiqués. Le recours au pavillon étranger diminuerait, ce qui faciliterait la surveillance et la protection des envois.⁷³ Bernard note que l'outillage des possessions ultramarines leur permettrait de produire sur place l'essentiel des articles dont elles ont besoin pour assurer leur défense. Pour une région surpeuplée qui atteint les limites du développement agricole, telle l'Indochine, la grande industrie est une nécessité. L'industrie de l'azote aurait des débouchés lorsque l'usage des engrais relayerait la culture extensive. La collaboration du gouvernement et de l'industrie privées est indiquée, comme dans les travaux publics. Les industriels français construiraient des usines pour le compte de l'État et pourraient les gérer dans un cadre concessionnaire.

Le rapport de Jean Fraissinet, président de la Compagnie de navigation Fraissinet, sur la marine marchande regrette la disparition du pavillon français du marché des affrètements, l'action politico-syndicale l'ayant rendu trop onéreux. S'il faut déplorer l'étatisme, le recours à l'État-Providance est inévitable, tandis que la fermeture de l'économie impériale implique un enchaînement de protections successives. Blondel, au nom de l'industrie minière, s'oppose aussi à l'exploitation étatique. Plutôt que de gérer des affaires, l'Administration doit faciliter les initiatives saines en diminuant leurs risques, en les aidant par des mesures générales et, surtout, en ne les gênant pas. Georges Mathieu, conseiller du Commerce extérieur, propose d'orienter les économies françaises continentale et d'Outre-Mer vers les produits fruitiers et légumiers qu'elles peuvent le mieux exploiter. Il faut orienter et organiser afin que l'accroissement anarchique ne ruine pas les producteurs. Du Vivier de Streel plaide pour l'élimination de celles des lois sociales de 1936 qui ont été nuisibles. Moins affirmatifs et plus descriptifs sont les rapports sur le régime fiscal des sociétés coloniales, l'exploitation des ports, les zones franches, l'assurance-crédit, le problème démographique, les recherches scientifiques, les forêts en Indochine, l'élevage, les communications postales-télégraphiques-radiotélégraphiques, la propagande par le cinéma et le tourisme colonial. Rares sont les vœux que formule ce Congrès, manifestement conscient qu'il n'a pas et n'aura pas l'attention des pouvoirs publics retenue par la guerre. Outre une réaffirmation du régime d'union douanière entre la France

et l'Algérie, le compte rendu de la réunion du 8 janvier 1940 du Comité national permanent des Chambres de commerce et des Chambres d'agriculture (de la Métropole) est muet sur l'Outre-Mer.⁷⁴

Bilan

Mieux que tout exposé abstrait, l'étalage des doléances des milieux d'affaires ultramarins permet de saisir sur le vif une structure impériale soumise aux pressions de la crise économique. Faisant écho aux propos tenus en Métropole, elles fournissent le témoignage sans intermédiation des opérateurs externes du système impérial.

D'un congrès à l'autre, les revendications reviennent pratiquement intactes, laissant peu de doute que, en règle générale, les démarches qui ont suivi les congrès n'ont pas porté fruit. Hormis sur des points accessoires, les Chambres n'obtiennent pas gain de cause. Les priorités des pouvoirs publics sont ailleurs. Plus finement, il se dégage de cette étude la constatation que les demandes sont de deux natures: d'une part, celles qui tendent à améliorer ou à renforcer la relation impériale; d'autre part, celles qui s'avancent sur le terrain sensible de la remise en question du fondement de cette relation.

Les premières consistent à rendre plus fonctionnels les rapports entre la Métropole et ses possessions. En font partie la propagande impériale, la réglementation minière, les appellations et la répression des fraudes, le conditionnement des produits et les communications postales, télégraphiques et radiophoniques. Elles sont le plus susceptibles d'être satisfaites. De la même nature, mais moins exécutables, sont les demandes qui impliquent une dépense nouvelle, telles les services de recherche agronomique et scientifique, la publication intégrale de statistiques. Fort différentes, mais réalisables, sont celles qui ne demandent aux autorités centrales que de s'abstenir d'appliquer outre-mer la réglementation du travail et les lois sociales de la France. Non réalisables sont les demandes qui grèveraient le budget métropolitain, telle l'abolition de la double imposition des sociétés. Il y a enfin les demandes qui soulèvent des dissensions au sein du camp ultramarin. Par exemple, il a fallu rassurer les Chambres moins solidement implantées ou plus lointaines que la fédération envisagée des Chambres ne se ferait pas au profit des plus influentes. La peur d'une interdiction administrative de certaines cultures est dissipée par l'atténuation du concept de l'économie dirigée. Le débat sur le financement de l'équipement soit par la voie du Crédit colonial

et des emprunts garantis, soit par les transferts directs par la Métropole—débat opposant les possessions nanties aux plus impécunieuses—se résorbe dans un compromis que la hausse des taux d'intérêt impose. Quoique aléatoire, la réalisation de ces demandes demeure possible et certaines aboutissent.

Il n'en va pas de même pour celles, d'une plus grande portée et plus litigieuses, qui, de proche en proche, remettent en cause le bien-fondé du cadre impérial. Plus nombreuses, elles ont un caractère contestataire que l'ordre établi ne saurait accommoder. Ainsi en est-il de l'épineuse question de la réciprocité. Comment les intérêts métropolitains pourraient-ils faire une plus grande place aux produits d'Outre-Mer alors qu'ils croulent sous le poids des invendus? Est-il concevable que, pour permettre aux possessions ultramarines de commercer avec leurs voisins, ils admettent l'abaissement de leurs tarifs douaniers, les ouvrant ainsi aux produits manufacturés des concurrents étrangers? Pourquoi les intérêts métropolitains soumettraient-ils les accords commerciaux conclus avec les pays étrangers au regard des milieux d'affaires ultramarins, à ceux-là mêmes dont certains intérêts pourraient être sacrifiés dans une négociation? Un élan de générosité hors du commun ne serait-il pas nécessaire pour que producteurs et commerçants métropolitains soient conduits à accepter que les territoires d'Outre-Mer s'industrialisent? Pourquoi, enfin, les armateurs lâcheraient-ils leur monopole? Les congrès donnent libre cours à des revendications qui renvoient à la raison d'être d'un Empire. A la base, la motivation consiste à renforcer la Métropole en lui adjoignant un complément modelé en fonction de ses besoins et intégré à elle. La Dépression fait naître, met à nu ou accentue les frictions qu'engendrent une relation censée favoriser fabricants et exportateurs métropolitains. Les autorités font la sourde oreille à des demandes qui récuseraient, ne serait-ce qu'implicitement ou involontairement, cette primauté.

Quoi qu'il en soit, les milieux d'affaires ultramarins se situent pleinement dans la mouvance protectionniste et autarciste. Insistant sur la réciprocité, ils souhaitent toutefois que les mécanismes de l'économie impériale jouent davantage en leur faveur. Cela suffit pour indisposer les Métropolitains et gêner le renforcement du « Pacte colonial ». Le libre-échange n'est prôné par personne. Quant à l'industrialisation, en dehors du contexte de guerre à la fin des années 1930, elle ne constitue pas une revendication des milieux d'affaires coloniaux présents lors des congrès. Traditionnelles, leurs demandes concernent surtout la faculté d'augmenter leurs exportations de produits primaires en Métropole. Des trois stratégies évoquées dans l'introduction, seul le protectionnisme est

envisagé; le libre-échange et l'industrialisation ne sont pas à l'ordre du jour, et ne semblent pas avoir la faveur des milieux d'affaires d'Outre-Mer.

La présente étude révèle une contestation implicite des fondements d'une économie impériale venant des quartiers les plus inattendus. Certes la conjoncture dépressive aiguillonne ces milieux d'affaires d'Outre-Mer, Français expatriés plus portés à exalter « la Plus Grande France » qu'à la critiquer. On comprend qu'ils se prononcent sous l'effet de la menace à leurs intérêts matériels. Protectionnisme et resserrement du « Pacte colonial » risquent d'être à sens unique, au profit des exportations métropolitaines auxquelles seraient réservées les marchés de l'Outre-Mer. La réciproque, à savoir la plus grande ouverture du marché métropolitain aux marchandises coloniales en mal de débouchés, n'est pas acquise car elle heurte les intérêts des producteurs concurrents en Métropole ou ceux des industriels métropolitains qui s'approvisionnent en matières premières sur les marchés mondiaux. Frein majeur au renforcement des liens économiques impériaux et à l'instauration d'une préférence impériale, les produits métropolitains et ultramarins sont plus chers que leurs équivalents étrangers.

A sa façon, le discours des milieux d'affaires ultramarins est prémonitoire de celui qui suivra la Seconde Guerre mondiale. Indubitables même pour les autorités après 1945, les obstacles inhérents à l'application intégrale du « Pacte colonial », voire à son maintien, apparaissent dès les années 1930. A ce stade, les milieux d'affaires sont les interprètes ès qualités des intérêts des dépendances qui sont alors synonymes des leurs. Le hiatus entre l'économie de la Métropole et les besoins de ses possessions d'Outre-Mer n'en est pas moins avéré. Il se creuse après 1945 au point où la remise en question de la relation économique impériale se transforme en rejet et cesse d'être le fait de « coloniaux », désormais dépassés, pour devenir l'apanage de ces autochtones tout juste évoqués dans les travaux des congrès des Chambres de commerce d'Outre-Mer. L'heure de l'industrialisation des non-Européens et du « capitalisme de couleur » qui inquiétaient Albert Sarraut aura sonné.⁷⁵

NOTES

1. Expression en vogue au début des années 1930.
2. Jacques Thobie et al., *Histoire de la France coloniale, 1914-1990* (Paris: Armand Colin, 1990), 233-34, 245-57.

3. Jacques Marseille, *Empire colonial et capitalisme français: Histoire d'un divorce* (Paris: Albin Michel, 1984), 187–279.
4. Marcel Courdurié et Jean-Louis Miège (dir.), *Marseille colonial face à la crise de 1929* (Marseille: Chambre de commerce et d'industrie de Marseille-Provence, 1991).
5. Olivier Lambert, *Marseille entre tradition et modernité: Les espérances déçues (1919–1939)* (Marseille: Chambre de commerce et d'industrie de Marseille-Provence, 1995), 487–505. Cf. aussi Xavier Daumalin, « Le patronat marseillais face à la politique de la préférence impériale (1931–1939) », in *L'esprit économique impérial (1830–1970): Groupes de pression et réseaux du patronat colonial en France et dans l'Empire*, dir. Hubert Bonin, Catherine Hodeir et Jean-François Klein (Paris: Publications de la SFHOM, 2008), 287–300.
6. Catherine Hodeir et Michel Pierre, 1931: *L'Exposition coloniale* (Bruxelles: Éditions Complexe, 1991), 106–7.
7. Archives nationales, Centre des archives d'Outre-Mer [ci-après CAOM], 100 APOM/188, ministre des Colonies à Lyautey, 29 avril 1930; réponse de Lyautey, 3 mai 1930.
8. CAOM, 100 APOM/192, Lyautey au président de l'Union coloniale française, 27 mai 1930.
9. CAOM, 100 APOM/193, lettres des organisateurs à divers, février 1931.
10. *Congrès des Chambres de commerce et des Chambres d'agriculture de la France d'Outre-Mer* (Paris: Union coloniale française, 1931), 40. Actes publiés du Congrès. Les cartons 100 APOM/192 à 194 contiennent aussi des renseignements qui n'ont pas été publiés.
11. *Ibid.*, p. 43.
12. *Ibid.*, p. 46.
13. *Ibid.*, p. 50.
14. Albert Sarraut, *La mise en valeur des colonies françaises* (Paris: Payot, 1923), 21.
15. *Congrès des Chambres de commerce*, 60–61.
16. *Ibid.*, 251–61, 345, 363–66. Les Chambres de l'Afrique redoutent que l'entreprise ne soit qu'au profit des Chambres de l'Afrique du Nord et de celles de l'Indochine.
17. *Ibid.*, 66.
18. CAOM, 100 APOM/192, « Les Chambres de commerce et les Chambres d'agriculture: Leur organisation—Leur rôle », dactyl.
19. *Congrès des Chambres de commerce*, 366–67.
20. *Ibid.*, 75–76.
21. *Ibid.*, p. 85.
22. CAOM, 100 APOM /192, procès-verbaux sténographiques, séance du 16 septembre 1931.
23. *Congrès des Chambres de commerce*, 88–93, 98, 368.

24. CAOM, 100 APOM/192, procès-verbaux sténographiques, séance du 16 septembre 1931.
25. *Congrès des Chambres de commerce*, 165–80, 352–54, 381.
26. *Ibid.*, 200–211, 258, 383. Même rejet de l'assimilation dans Pierre Monnet, *La législation du travail dans les colonies* (Paris: Jouve, 1925), 126–28.
27. *Congrès des Chambres de commerce*, 385.
28. *Ibid.*, 212–24, 356; CAOM, 100 APOM/192, procès-verbaux sténographiques, séance du 16 septembre 1931.
29. *Congrès des Chambres de commerce*, 246–47.
30. Gratien Candace, « Le régime douanier de la France et ses colonies », *Revue politique et parlementaire* 60 (10 juillet 1934): 61, 70–71.
31. Le prix du quintal chute de 13,10\$ en avril 1930 à 3,20\$ en novembre 1933. Paul Bernard, *Le problème économique indochinois* (Paris: Nouvelles Éditions latines, 1934), 123–24.
32. Yasuo Gonjo, *Banque coloniale ou banque d'affaires: La Banque de l'Indochine sous la III^e République* (Paris: Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1993), 319–21.
33. Durant les années 1920, le riz constitue les deux tiers des exportations de l'Indochine. Elle dégage 7 millions de tonnes en 1928, alors que sa production en 1900 était de 4,3 millions de tonnes. Robert Aldrich, *Greater France: A History of French Overseas Expansion* (New York: St Martin's Press, 1996), 189.
34. *La Dépêche coloniale et maritime*, 4–5 mars 1935, p. 2, cite Caron, représentant des exportateurs.
35. *Congrès des Chambres de commerce*, 266–75, 359–60.
36. *Ibid.*, 290–341, 327–42, 360–62.
37. CAOM, 100 APOM/198, procès-verbaux des séances du congrès de 1934. Les actes publiés omettent cette phrase.
38. *II^e Congrès des Chambres de commerce et des Chambres d'agriculture de la France d'Outre-Mer* (Paris: Union coloniale française, 1934), 5. Actes publiés du Congrès. Les documents dactylographiés sont dans les cartons 100 APOM/198 à 202.
39. *Ibid.*, 9–10.
40. *Ibid.*, 11.
41. Le ministre du Budget considère impossible de frapper le produit étranger de droits de douane cinq fois plus élevés qu'en 1913. Une exonération accordée au café colonial inciterait des réclamations des producteurs d'autres denrées, suscitant des difficultés avec les pays étrangers. CAOM, 100 APOM/194, ministère des Colonies au secrétaire général du Congrès, 17 octobre 1932.

42. *II^e Congrès*, 36.
43. *Ibid.*, 42–71, 292–93.
44. *Ibid.*, 82–102, 293–95.
45. *Ibid.*, 72–75, 103–7, 113–22, 127–33, 295–97.
46. *Ibid.*, 143–53, 297–99.
47. *Ibid.*, 169–70.
48. CAOM, 100 APOM/200, Lalande à Bernard Sol, inspecteur des Colonies et chef adjoint du ministère des Colonies, 5 septembre 1934.
49. *Ibid.*, Lassalle-Séré à Lalande, 16 septembre 1934.
50. Cf. Jules Ninine, *La main-d'œuvre indigène dans les colonies africaines* (Paris: Jouve, 1932), 125–228.
51. *II^e Congrès*, 209–10.
52. *Ibid.*, 276.
53. Crédit colonial et Fonds national pour l'outillage public de la France d'Outre-Mer figurent parmi les principales recommandations de la Conférence économique de la France métropolitaine et d'Outre-Mer qui se réunit à Paris du 3 décembre 1934 au 13 avril 1935.
54. *II^e Congrès*, 303–5.
55. *Ibid.*, 260.
56. *Ibid.*, 288.
57. *III^e Congrès des Chambres de commerce, des Chambres d'agriculture et des Chambres d'intérêts miniers de la France d'Outre-Mer* (Paris: Union coloniale française, 1937), 7–8. Actes publiés du Congrès. On retrouve la documentation originelle dans 100 APOM/203 et 204.
58. *Ibid.*, 14.
59. *Ibid.*, 20.
60. Dans un rapport de 1932 sur l'Afrique, Edmond Giscard d'Estaing, alors directeur de la Société financière française et coloniale (SOFINCO), promouvait l'idée de « centres de gravité économique régionaux ». Thobie, *op. cit.*, 247.
61. *III^e Congrès*, 29–90, 313–15.
62. Bernard, *op. cit.*, 274–76; Charles Robequain, *L'évolution économique de l'Indochine française* (Paris: Hartmann, 1939), 317–40; Martin J. Murray, *The Development of Capitalism in Colonial Indochina, 1870–1940* (Berkeley and Los Angeles: University of California Press, 1980), 200–209. En 1933, Henri Brenier, directeur général des services de la Chambre de Commerce de Marseille, plaide pour l'implantation de l'industrie au Tonkin. Cf. Marseille, *op. cit.*, 333; Guy Durand, « Henri Brenier: Géographe et poète, 1867–1962 », in *Entrepreneurs d'Empires*, dir. Marcel Courdurié et Guy Durand (Marseille: Chambre

- de commerce et d'industrie Marseille-Provence, 1998), 319-97.
63. *III^e Congrès*, 93-132, 316-19.
64. *Ibid.*, 167-203, 319-22.
65. Après celles de la Grande-Bretagne, des États-Unis, du Japon, de la Norvège, de l'Allemagne et de l'Italie.
66. *Ibid.*, 143-49, 159-65, 256-57.
67. *Ibid.*, 207-48, 323-27.
68. *Ibid.*, 263-65, 271.
69. *Ibid.*, 281-98.
70. CAOM, 100 APOM/204, Chambre de commerce d'Alger au ministre des Affaires étrangères, 7 juin 1937; Le Neveu, secrétaire général du Comité permanent, au ministre du Commerce et de l'Industrie, 25 novembre 1937; réponse, 21 décembre 1937.
71. *Ibid.*, Le Neveu à Morard, 7 janvier 1938.
72. Seul le carton 100 APOM/206 semble avoir des renseignements sur le IV^e Congrès. Il constitue la source pour cette section.
73. Eugène Mathon, administrateur-directeur de la CFAO, fait la même proposition lors de la Première Guerre mondiale. Xavier Daumalin, « Marseille, l'Ouest africain et la crise », in Courdurié et Miège, *op. cit.*, 221.
74. Compte rendu dans les collections de la Chambre de commerce et d'industrie de Marseille-Provence (M.B 5-2).
75. Albert Sarraut, *Grandeur et servitude coloniales* (Paris : Éditions du Sagittaire, 1931), 233.